



RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ ET LES COMPTES CONSOLIDÉS DU TROISIEME TRIMESTRE ET DES NEUF PREMIERS MOIS 2011

Chers actionnaires,

Vous trouverez ci-dessous le rapport sur l'activité et les comptes consolidés du Groupe Lectra pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois 2011, clos le 30 septembre. Les comptes au 30 septembre n'ont pas fait l'objet d'un examen par les Commissaires aux comptes.

Pour permettre une meilleure pertinence dans l'analyse du chiffre d'affaires et des résultats, les comparaisons détaillées entre 2011 et 2010 sont données – sauf indication contraire – aux cours de change 2010 (« données comparables »). La comparaison avec 2007, dernière année avant la crise économique et financière, a été maintenue afin de mesurer le retour progressif à une situation normale de l'activité commerciale et le renforcement des équilibres d'exploitation.

1. SYNTHÈSE DE L'ACTIVITÉ ET DES COMPTES DU TROISIEME TRIMESTRE 2011

Avec une parité moyenne de \$ 1,41 / € 1, le dollar s'est inscrit en baisse de 9 % par rapport au troisième trimestre 2010 (\$ 1,29 / € 1). Cette évolution et celle des autres devises ont eu pour effet mécanique de diminuer de 3 % le chiffre d'affaires et de € 0,7 million le résultat opérationnel du trimestre dans les chiffres exprimés à données réelles par rapport à ceux établis à données comparables.

Un niveau de commandes conforme aux anticipations de la société

Avec un total de € 20,6 millions, un niveau sensiblement égal à celui des premier et deuxième trimestres 2011 (respectivement € 21,9 millions et € 21,2 millions), les commandes de nouvelles licences de logiciels et d'équipements de CFAO du troisième trimestre confirment la dynamique enregistrée depuis le début de l'année.

Les commandes augmentent de 4 % par rapport au troisième trimestre 2010 (€ 21,0 millions), la progression étant identique pour les logiciels et les équipements. A données réelles, elles diminuent de 2 %.

Celles du troisième trimestre 2010 avaient été particulièrement élevées du fait de l'enregistrement de plusieurs commandes d'une importance exceptionnelle.

Forte rentabilité opérationnelle

Le chiffre d'affaires s'établit à € 51,2 millions, en croissance de 9 % par rapport au troisième trimestre 2010 (+ 6 % à données réelles).

Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes (€ 24,5 millions) progresse de 15 %. Les revenus récurrents (€ 26,7 millions) augmentent de 4 %, ce résultat conjuguant une diminution de 1 % du chiffre d'affaires des contrats récurrents et une hausse de 12 % de celui des pièces détachées et consommables qui continue de progresser à un rythme important.

Le résultat opérationnel atteint € 8,8 millions et la marge opérationnelle 17,2 %, en progression respectivement de € 1,3 million (+ 16 %) et de 1,1 point par rapport au résultat opérationnel courant et à la marge opérationnelle courante du troisième trimestre 2010. A données réelles, le résultat opérationnel progresse de € 0,5 million (+ 7 %).

Il convient de rappeler que, chaque année, le résultat opérationnel du troisième trimestre bénéficie de la réduction naturelle des frais généraux pendant les mois de congés d'été.

Le troisième trimestre 2010 avait bénéficié d'un produit à caractère non récurrent de € 3,3 millions. Il n'y a eu aucun élément à caractère non récurrent au troisième trimestre 2011.

Le bénéfice net s'établit à € 5,8 millions. Il diminue de € 1,8 million à données réelles par rapport au troisième trimestre 2010 (€ 7,7 millions). Hors éléments à caractère non récurrent, le bénéfice net augmente de € 0,5 million.

Le cash-flow libre s'élève à € 4,5 millions (€ 3,4 millions au troisième trimestre 2010). Les décaissements à caractère non récurrent du troisième trimestre 2011 se sont élevés à € 0,1 million (€ 0,1 million au troisième trimestre 2010).

La trésorerie nette s'élève à € 7,3 millions, alors que l'endettement financier net était de € 25,4 millions un an plus tôt.

2. COMPTES CONSOLIDÉS DES NEUF PREMIERS MOIS DE 2011

Avec une parité moyenne de \$ 1,41 / € 1, le dollar s'est inscrit en baisse de 6 % par rapport aux neuf premiers mois de 2010 (\$ 1,32 / € 1). Cette évolution et celle des autres devises ont eu pour effet mécanique de diminuer de 2 % le chiffre d'affaires et de € 2,2 millions le résultat opérationnel dans les chiffres exprimés à données réelles par rapport à ceux établis à données comparables.

Commandes

Au total, les commandes de nouvelles licences de logiciels et d'équipements de CFAO s'élèvent à € 63,7 millions, en progression de 17 % par rapport aux neuf premiers mois de 2010. Celles des neuf premiers mois de 2010 avaient déjà fortement augmenté (+ 69 %) par rapport aux neuf premiers mois de 2009, très marqués par la crise.

La situation des différentes régions et marchés sectoriels demeure hétérogène.

Si les commandes de nouvelles licences de logiciels progressent de seulement 1 %, celles des équipements de CFAO s'accroissent de 24 %.

Cette disparité provient principalement du mix des marchés sectoriels : alors que le secteur automobile affiche une très forte progression (+ 89 %), après une hausse de 220 % sur la même période de 2010 par rapport à 2009, le secteur de la mode diminue de 11 %. La mode et l'automobile représentent respectivement 44 % et 43 % des commandes totales. L'ameublement augmente de 4 %, les autres industries diminuent de 18 %.

Les commandes enregistrées dans les Amériques progressent de 43 %, en Asie-Pacifique de 30 % et en Europe de 4 %. Dans les pays du reste du monde (Afrique du Nord et du Sud, Turquie, Moyen-Orient...), elles reculent globalement de 39 %. Les commandes dans les pays émergents (55 % du total) augmentent de 24 %, celles des pays développés (45 % du total) de 8 %.

L'activité cumulée de l'ensemble des clients n'a pas encore retrouvé son niveau d'avant-crise. Par rapport aux neuf premiers mois de 2007, les commandes demeurent globalement en retrait de 19 %. Si les pays émergents ont rattrapé leur retard et enregistrent maintenant une croissance de 6 %, le retard est encore de 37 % pour les pays développés.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires des neuf premiers mois s'établit à € 153,3 millions. Il progresse de 12 % à données comparables (+ 9 % à données réelles) par rapport à 2010.

La croissance s'établit à 9 % en Europe, 14 % dans les Amériques et 22 % en Asie-Pacifique. Ces trois régions ont représenté respectivement 51 % (dont 10 % pour la France), 21 % et 23 % du chiffre d'affaires global. Le chiffre d'affaires des pays du reste du monde (5 % du chiffre d'affaires du Groupe) diminue de 7 %.

Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes

Le chiffre d'affaires des nouvelles licences de logiciels (€ 19,7 millions) progresse de 13 %. Comme pour les neuf premiers mois de 2010, il contribue à hauteur de 13 % au chiffre d'affaires global.

Les équipements de CFAO (€ 46,8 millions) affichent une croissance de 29 % et représentent 31 % du chiffre d'affaires global (27 % en 2010).

Le chiffre d'affaires de la formation et du conseil (€ 6,7 millions) augmente de 9 %.

Au total, le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes (€ 73,5 millions) progresse de 22 %. Il représente 48 % du chiffre d'affaires global (44 % en 2010). Cette hausse de 4 points confirme le retour, amorcé en 2010, à une dynamique de croissance de l'activité commerciale.

Chiffre d'affaires des contrats récurrents, pièces détachées et consommables

Les revenus récurrents (€ 79,8 millions) augmentent de € 2,8 millions (+ 4 %). Ils représentent 52 % du chiffre d'affaires global (56 % en 2010).

Le chiffre d'affaires des contrats récurrents – qui contribue à 58 % des revenus récurrents et à 30 % du chiffre d'affaires global – s'élève à € 46,5 millions, en diminution de 2 % par rapport aux neuf premiers mois de 2010.

Concernant près des deux tiers des 23 000 clients de Lectra, ces contrats se décomposent ainsi :

- les contrats d'évolution des logiciels (€ 22,1 millions), stables par rapport à 2010, représentent 14 % du chiffre d'affaires global (16 % en 2010) ;
- les contrats de maintenance des équipements de CFAO et d'abonnement aux cinq *Call Centers* internationaux du Groupe (€ 24,5 millions), en recul de 3 %, représentent 16 % du chiffre d'affaires global.

Parallèlement, le chiffre d'affaires des pièces détachées et consommables (€ 32,0 millions) affiche une progression de 13 %, traduisant principalement l'augmentation du parc installé et des volumes de production des clients.

Carnet de commandes

Le montant des commandes de nouvelles licences de logiciels et d'équipements de CFAO enregistrées au cours des neuf premiers mois de 2011 étant légèrement inférieur à celui du chiffre d'affaires, le carnet de commandes (€ 17,0 millions) est donc en faible diminution (€ 1,5 million) au 30 septembre 2011 par rapport au 31 décembre 2010. Il est par contre en augmentation de € 1,3 million par rapport au 30 septembre 2010.

Le carnet de commandes au 30 septembre 2011 comprend € 15,6 millions livrables au quatrième trimestre 2011 et € 1,4 million en 2012.

Marge brute

Pour chaque ligne de produits, les marges sont en hausse à données comparables, démontrant à nouveau leur bonne tenue, malgré la forte pression concurrentielle encore accrue par la crise.

Le taux de marge brute global s'établit à 70,0 %. A données comparables, il s'élève à 70,5 % et diminue de 1,5 point par rapport aux neuf premiers mois de 2010 (72,0 %).

Cette variation provient de la seule évolution du mix produits, caractérisée par une progression de la part du chiffre d'affaires des équipements de CFAO et des pièces détachées et consommables dans le chiffre d'affaires global, leur taux de marge étant moins élevé que celui de ses autres composantes.

Il convient de rappeler que les charges de personnel et les autres charges d'exploitation encourues dans le cadre des contrats de service ne sont pas intégrées dans le coût des ventes mais figurent dans les frais commerciaux, généraux et administratifs.

Frais généraux

Les frais généraux s'établissent à € 85,7 millions, en augmentation de € 2,3 millions (+ 3 %) par rapport aux neuf premiers mois de 2010. Ils se décomposent ainsi :

- € 75,6 millions de frais fixes, en progression de € 1,2 million (+ 2 %) ;
- € 10,1 millions de frais variables, en progression de € 1,1 million (+ 12 %), une hausse reflétant la croissance de l'activité commerciale et des résultats.

Les dépenses de recherche et développement sont entièrement passées en charges de la période et comprises dans les frais fixes. Avant déduction du crédit d'impôt recherche applicable en France et des subventions liées à certains programmes de R&D, elles s'élèvent à € 13,4 millions et représentent 8,8 % du chiffre d'affaires (€ 11,9 millions et 8,5 % en 2010), la société ayant décidé de renforcer ses efforts en R&D. Les frais nets de R&D, après déduction du crédit d'impôt recherche (dont le taux global diminue en 2011 du fait des nouvelles mesures fiscales en vigueur) et des subventions, s'établissent à € 8,5 millions (€ 7,2 millions en 2010).

Résultat opérationnel et résultat net

Le résultat opérationnel atteint € 21,7 millions. A données comparables, il s'élève à € 23,8 millions et augmente de € 7,2 millions (+ 44 %) par rapport au résultat opérationnel courant des neuf premiers mois de 2010 (€ 16,6 millions). A données réelles, la progression est de € 5,1 millions (+ 31 %).

Le résultat opérationnel des neuf premiers mois 2010 avait bénéficié d'un produit à caractère non récurrent de € 3,3 millions. Il n'y a eu aucun élément à caractère non récurrent en 2011.

La marge opérationnelle s'établit à 14,1 %. A données comparables, elle est de 15,2 % et augmente de 3,3 points par rapport à la marge opérationnelle courante des neuf premiers mois de 2010 (11,9 %). A données réelles, la progression est de 2,2 points.

Les produits et charges financiers représentent une charge nette de € 1,3 million. Le résultat de change est de zéro.

Compte tenu d'une charge d'impôt de € 5,8 millions, le bénéfice net s'établit à € 14,6 millions. Il progresse, à données réelles, de € 2,6 millions par rapport au résultat net des neuf premiers mois de 2010.

Hors éléments à caractère non récurrent de 2010 (aucun élément à caractère non récurrent en 2011), le bénéfice net est en hausse de € 4,9 millions (+ 50%) par rapport aux neuf premiers mois de 2010 et dépasse déjà celui de la totalité de l'exercice 2010.

Le bénéfice net par action sur capital de base (€ 0,51) progresse de 19 % et celui sur capital dilué (€ 0,50) de 16 % à données réelles (€ 0,43 par action sur capital de base et capital dilué pour les neuf premiers mois de 2010).

Cash-flow libre

Avant éléments à caractère non récurrent, le cash-flow libre atteint € 13,8 millions (€ 22,8 millions en 2010). En 2010, il comprenait € 6,2 millions au titre du remboursement anticipé du crédit d'impôt recherche de l'année 2009, mesure supprimée en 2011 par le gouvernement français.

Après décaissement de € 1,0 million d'éléments à caractère non récurrent, le cash-flow libre s'élève à € 12,8 millions (€ 22,2 millions en 2010, après décaissement de € 0,6 million d'éléments à caractère non récurrent). Il résulte d'une capacité d'autofinancement d'exploitation positive de € 20,3 millions, d'une augmentation du besoin en fonds de roulement de € 5,4 millions et d'investissements de € 2,1 millions. Hors impact du crédit d'impôt recherche comptabilisé mais non encaissé (€ 4,0 millions) et des décaissements des éléments à caractère non récurrent, le besoin en fonds de roulement reste stable malgré l'augmentation du chiffre d'affaires (*cf. note 7 des notes annexes au présent rapport*).

Si le crédit d'impôt recherche des neuf premiers mois de 2011 avait été encaissé, le cash-flow libre avant éléments à caractère non récurrent aurait été positif de € 17,8 millions et supérieur de € 3,2 millions au résultat net. En contrepartie, la créance sur l'état français correspondant au crédit d'impôt recherche comptabilisé mais non encaissé de 2010 et 2011 est portée à € 9,4 millions.

Structure financière

Au 30 septembre 2011, les capitaux propres s'élèvent à € 53,9 millions (€ 42,0 millions au 31 décembre 2010).

Ce montant tient compte de la déduction des actions de la société détenues en propre dans le seul cadre du contrat de liquidité géré par SG Securities (Groupe Société Générale), valorisées à leur prix d'acquisition, soit € 0,6 million (€ 0,4 million au 31 décembre 2010). Il tient également compte du paiement, en mai 2011, du dividende global de € 5,2 millions au titre de l'exercice 2010 décidé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 29 avril 2011.

La trésorerie disponible s'établit à € 35,5 millions (€ 30,2 millions au 31 décembre 2010).

Les dettes financières sont de € 28,3 millions (€ 32,6 millions au 31 décembre 2010) :

- € 26,5 millions correspondent à l'emprunt à moyen terme mis en place pour financer l'offre publique de rachat d'actions (OPRA) portant sur 20 % du capital réalisée en mai 2007, dont les deux premiers remboursements semestriels contractuels (€ 3,8 millions chacun) ont été réalisés le 30 juin et le 31 décembre 2010. Par ailleurs, la société, à sa propre initiative, a effectué un remboursement anticipé de € 10 millions le 31 décembre 2010, imputés sur les deux remboursements semestriels contractuels de 2011 (seul restant un solde de € 0,6 million au 31 décembre 2011). Elle a également remboursé par anticipation, le 30 juin 2011, € 3,8 millions au titre de la clause contractuelle d'*excess cash-flow*.
- € 1,8 million correspondent à des avances publiques, remboursables sans intérêt, destinées à aider le financement de programmes de recherche et développement.

En conséquence, la trésorerie nette est positive de € 7,3 millions au 30 septembre 2011, alors que la société affichait un endettement financier net de € 2,4 millions le 31 décembre 2010 et de € 25,4 millions le 30 septembre 2010. Ainsi, l'amélioration atteint € 9,7 millions sur les neuf premiers mois et € 32,7 millions en douze mois, après versement du dividende global de € 5,2 millions en mai 2011 (aucun dividende n'avait été versé entre 2008 et 2010).

Compte tenu des meilleurs ratios financiers, la marge sur les intérêts de l'emprunt à moyen terme a été ramenée, conformément au contrat de prêt, de 1,85 % en 2010 à 0,95 % au 1^{er} janvier 2011 (*cf. note 10.1 des notes annexes au présent rapport*).

Lectra obtient l'exequatur en Espagne de la sentence rendue contre Induyco par le tribunal arbitral international en octobre 2009

Par une décision rendue le 27 juin 2011, le Tribunal de Première Instance de Madrid a ordonné l'exequatur en Espagne de la sentence arbitrale rendue à Londres contre Induyco par le tribunal arbitral international en octobre 2009 qui avait alloué à Lectra une indemnisation globale de € 26,0 millions (valeur actualisée au 30 septembre 2011).

En confirmant la validité et le caractère exécutoire de la sentence arbitrale en Espagne, cette décision constitue une étape déterminante dans le règlement de ce litige.

Induyco ayant fait appel de ce jugement, la décision du 27 juin 2011 ne modifie pas l'enregistrement de la sentence arbitrale dans les comptes de la société : seuls ont été comptabilisés les € 15,1 millions encaissés en 2010 qui avaient donné lieu à un produit à caractère non récurrent de € 3,3 millions au troisième trimestre. Le solde de € 10,9 millions restant dû par Induyco ne sera enregistré que lors de son encaissement effectif (*cf. note 8 des notes annexes au présent rapport*).

3. CAPITAL SOCIAL – ACTIONNARIAT – BOURSE

Evolution du capital

Au 30 septembre 2011, le capital social est de € 28 036 501,70 divisé en 28 903 610 actions d'une valeur nominale de € 0,97 (il était de € 27 644 043,58 divisé en 28 499 014 actions au 31 décembre 2010).

L'augmentation de 404 596 actions depuis le 1^{er} janvier 2011 provient de la levée d'options de souscription d'actions (soit € 0,4 million en valeur nominale assorti d'une prime d'émission globale de € 1,4 million).

Le 18 avril 2011, la société Financière de l'Echiquier (France), agissant pour le compte de fonds dont elle assure la gestion, avait déclaré avoir franchi à la baisse le seuil de 10 % des droits de vote de la société et détenir à cette date 10,16 % du capital et 9,99 % des droits de vote. Le 8 juin 2011, elle a déclaré avoir franchi à la hausse le seuil de 10 % des droits de vote et détenir à cette date 10,21 % du capital et 10,04 % des droits de vote.

Aucun autre franchissement de seuil n'a été notifié à la société depuis le 1^{er} janvier 2011.

A la date du présent rapport, le capital, à la connaissance de la société, est réparti comme suit :

- André Harari et Daniel Harari détiennent de concert 38,5 % du capital et 38 % des droits de vote,
- la Financière de l'Echiquier et la société Delta Lloyd Asset Management N.V. (Pays-Bas), détiennent chacune plus de 10 % (et moins de 15 %) du capital et des droits de vote pour le compte de fonds dont elles assurent la gestion.

Actions de la société détenues en propre

Au 30 septembre 2011, la société détenait 0,3 % de ses propres actions dans le seul cadre du contrat de liquidité géré par SG Securities (Groupe Société Générale).

Evolution du cours de Bourse et des volumes d'échange

Après son fort redressement en 2010 (+ 86 %), succédant à deux années de baisse importante du fait de la crise, le cours de Bourse de l'action Lectra a poursuivi sa progression en 2011, avec une hausse très soutenue jusqu'à la nouvelle tourmente des marchés financiers depuis juillet 2011. Au 30 septembre 2011, le cours s'établissait à € 4,94, en hausse de 18 % par rapport au 31 décembre 2010 (€ 4,19). Sur la même période, les indices CAC 40 et CAC Mid & Small ont baissé, respectivement, de 22 % et 19 %. Le cours a affiché un plus bas de € 4,12 le 3 janvier et un plus haut de € 6,81 le 7 avril.

Les volumes d'échange continuent d'être en forte augmentation : selon les statistiques d'Euronext, le nombre d'actions échangées (5,7 millions) a progressé de 46 % et les capitaux échangés (€ 32,9 millions) ont été multipliés par plus de trois, par rapport à la même période de 2010.

4. EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LE 30 SEPTEMBRE

Aucun événement important n'est à signaler.

5. CALENDRIER FINANCIER

Les résultats financiers du quatrième trimestre et de l'exercice 2011 seront publiés le 9 février 2012, après la clôture de NYSE Euronext.

6. EVOLUTION PREVISIBLE DE L'ACTIVITE ET PERSPECTIVES D'AVENIR

Depuis le début de l'année, l'environnement macroéconomique n'est toujours pas revenu à la situation d'avant-crise. Il a été marqué d'une part, par les conséquences des catastrophes tragiques au Japon et des crises géopolitiques dans certains pays du Maghreb et au Moyen-Orient, d'autre part, par un accroissement des inquiétudes sur les dettes souveraines des Etats-Unis et de certains pays européens ainsi que par la nouvelle tourmente des marchés financiers depuis le mois de juillet.

Dans la plupart des pays, les prévisions de croissance pour 2011 et 2012 ont récemment été revues à la baisse, parfois fortement, un retournement rapide de la conjoncture étant peu probable.

La reprise demeure donc fragile, les risques et incertitudes se sont accrus et une nouvelle détérioration de la situation économique et monétaire reste possible.

L'exigence de prudence et de vigilance doit donc être maintenue.

Confirmation du scénario central pour 2011

Conformes dans leurs grandes lignes aux anticipations de la société, l'activité commerciale et les résultats des neuf premiers mois de 2011 confirment le renforcement des équilibres d'exploitation et de la structure financière. Le carnet de commandes au 30 septembre reste solide.

Ces éléments confortent le scénario central pour l'exercice 2011 communiqué le 10 février, tel qu'actualisé par le seul effet des parités de change, une première fois le 28 juillet et à nouveau ce jour.

Compte tenu des parités de change réelles des neuf premiers mois et de l'hypothèse aujourd'hui retenue pour le quatrième trimestre (\$ 1,40 / € 1), le seul effet des changes aurait pour impact mécanique d'augmenter, par rapport aux chiffres communiqués le 28 juillet, le chiffre d'affaires, le résultat opérationnel et la marge opérationnelle pour les porter respectivement à € 205 millions, € 27,5 millions et 13,4 %. Les progressions à données comparables par rapport à 2010, respectivement de + 10 %, + 30 % et + 2 points, restent inchangées.

Le résultat net serait supérieur aux estimations du 10 février et du 28 juillet et proche de € 18,5 millions (+ 30 % à données réelles par rapport à celui de 2010 retraité des éléments à caractère non récurrent), de même que le cash-flow libre qui devrait être de l'ordre de € 16,5 millions.

La société a couvert, le 5 octobre 2011, son exposition estimée au dollar américain pour le quatrième trimestre 2011 par des ventes à terme à une parité de \$ 1,33 / € 1. De ce fait, une parité supérieure à ce seuil n'aurait qu'un effet limité sur le résultat net, la diminution du résultat opérationnel étant alors compensée par un profit de change d'un montant équivalent.

Dans cette hypothèse réactualisée, le chiffre d'affaires resterait en retrait de € 12 millions (– 6 %) par rapport à 2007, mais le résultat opérationnel serait, quant à lui, multiplié par 2,7, démontrant les progrès des équilibres opérationnels réalisés par la société pendant la crise.

2011 sera également marquée par le retour à une trésorerie nette positive de l'ordre de € 12 millions en fin d'année, alors que l'endettement financier net avait culminé à € 56,4 millions fin 2008.

Confortée par ses résultats, la société est confiante sur la solidité de son modèle économique et ses perspectives de croissance à moyen terme.

Le Conseil d'Administration

Le 27 octobre 2011

Attestation de la société relative au rapport du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2011

"Nous attestons qu'à notre connaissance les comptes pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois écoulés sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport d'activité du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2011 ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les neuf premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les trois mois restants de l'exercice".

Paris, le 27 octobre 2011

Daniel Harari
Directeur Général

Jérôme Viala
Directeur Financier

Etat de la situation financière consolidée

ACTIF

(en milliers d'euros)	30 septembre 2011	31 décembre 2010	30 septembre 2010
Ecarts d'acquisition	30 939	30 999	30 827
Autres immobilisations incorporelles	4 977	5 452	5 619
Immobilisations corporelles	10 940	11 066	11 141
Actifs financiers non courants	1 612	1 700	1 646
Impôts différés	10 331	12 938	13 376
Total actif non courant	58 799	62 155	62 609
Stocks	21 858	19 336	20 244
Clients et comptes rattachés	35 980	43 862	37 460
Créances d'impôt courant sur les sociétés	11 059	6 918	5 458
Autres actifs courants	7 219	4 674	21 033
Trésorerie et équivalents de trésorerie	35 549	30 174	21 038
Total actif courant	111 665	104 964	105 233
Total actif	170 464	167 119	167 842

PASSIF

(en milliers d'euros)	30 septembre 2011	31 décembre 2010	30 septembre 2010
Capital social	28 037	27 644	27 644
Primes d'émission et de fusion	2 487	1 039	1 038
Actions détenues en propre	(583)	(386)	(787)
Ecarts de conversion	(8 946)	(8 877)	(8 951)
Réserves et résultats consolidés	32 946	22 612	18 557
Capitaux propres	53 941	42 032	37 500
Engagements de retraite	4 270	4 124	4 171
Emprunts et dettes financières à long terme	21 942	27 694	36 858
Total passif non courant	26 212	31 818	41 029
Fournisseurs et autres passifs courants	49 287	49 120	48 911
Produits constatés d'avance	28 773	35 835	28 122
Dettes d'impôt exigible	2 742	537	236
Emprunts et dettes financières à court terme	6 336	4 905	9 625
Provisions	3 173	2 872	2 419
Total passif courant	90 311	93 269	89 313
Total passif et capitaux propres	170 464	167 119	167 842

Compte de résultat consolidé

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} juillet au 30 septembre 2011 (trois mois)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre 2011 (neuf mois)	Du 1er juillet au 30 septembre 2010 (trois mois)	Du 1er janvier au 30 septembre 2010 (neuf mois)
Chiffre d'affaires	51 186	153 315	48 195	140 029
Coût des ventes	(15 707)	(45 935)	(13 499)	(39 191)
Marge brute	35 479	107 380	34 696	100 838
Frais de recherche et développement	(2 471)	(8 490)	(2 058)	(7 179)
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(24 202)	(77 203)	(24 380)	(77 060)
Résultat opérationnel courant	8 806	21 687	8 258	16 599
Produits à caractère non récurrent	0	0	3 291	3 291
Résultat opérationnel	8 806	21 687	11 549	19 890
Produits financiers	125	393	87	191
Charges financières	(529)	(1 721)	(829)	(2 695)
Résultat de change	(100)	12	(587)	(1 243)
Résultat avant impôts	8 302	20 371	10 220	16 143
Impôts sur le résultat	(2 477)	(5 754)	(2 565)	(4 134)
Résultat net	5 825	14 617	7 655	12 009

(en euros)

Résultat par action

Résultat :				
- de base	0,20	0,51	0,27	0,43
- dilué	0,20	0,50	0,27	0,43
Nombre d'actions utilisé pour les calculs :				
- résultat de base	28 813 597	28 680 548	28 107 423	28 068 477
- résultat dilué	29 460 474	29 365 097	28 310 066	28 091 647

Etat du résultat global

(en milliers d'euros)	Du 1er juillet au 30 septembre 2011 (trois mois)	Du 1er janvier au 30 septembre 2011 (neuf mois)	Du 1er juillet au 30 septembre 2010 (trois mois)	Du 1er janvier au 30 septembre 2010 (neuf mois)
Résultat net	5 825	14 617	7 655	12 009
Ecarts de conversion	185	(68)	278	(366)
Part efficace de la variation de juste valeur des instruments de couvertures de change	0	0	274	74
Part efficace de la variation de juste valeur des swaps de taux d'intérêt	62	697	368	717
Effet d'impôts sur les éléments du résultat global	(23)	(235)	(214)	(264)
Résultat global total	6 049	15 011	8 361	12 170

Tableau des flux de trésorerie consolidés

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre 2011 (neuf mois)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre 2010 (neuf mois)
I - FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE OPERATIONNELLE		
Résultat net	14 617	12 009
Amortissements et provisions d'exploitation	3 225	5 047
Eléments non monétaires du résultat	165	(246)
Plus- ou moins-values sur cessions d'actifs	(4)	191
Variation des impôts différés	2 267	2 308
Capacité d'autofinancement d'exploitation	20 270	19 309
Variation des stocks et en-cours	(1 604)	(2 689)
Variation des créances clients et comptes rattachés	580	(674)
Variation des autres actifs et passifs courants	(4 334)	7 586
Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation	(5 358)	4 223
Flux nets de trésorerie liés à l'activité opérationnelle	14 912	23 532
II - FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(747)	(891)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(1 622)	(607)
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	127	151
Acquisitions d'immobilisations financières	(202)	(435)
Cessions d'immobilisations financières	367	453
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(2 077)	(1 329)
III - FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Augmentations de capital en numéraire	1 841	8
Versement de dividendes	(5 164)	0
Achats par la société de ses propres actions	(763)	(239)
Ventes par la société de ses propres actions	954	658
Accroissement des dettes long terme et court terme	0	400
Remboursement des dettes long terme et court terme	(4 320)	(3 914)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	(7 452)	(3 087)
Variation de la trésorerie	5 383	19 116
Trésorerie à l'ouverture ⁽¹⁾	30 174	2 149
Variation de la trésorerie	5 383	19 116
Incidence des variations de cours de change	(8)	(227)
Trésorerie à la clôture	35 549	21 038
Cash-flow libre hors éléments non récurrents	13 803	22 813
Eléments non récurrents du cash-flow libre	(968)	(610)
Cash-flow libre	12 835	22 203
Impôts payés (remboursés), nets ⁽²⁾	136	(76)
Intérêts payés	1 175	2 125

(1) Après déduction du montant des lignes de crédit de trésorerie utilisées pour € 7,6 millions au 31 décembre 2009. Les lignes de crédit de trésorerie n'ont pas été utilisées à compter du 30 juin 2010.

(2) Ce montant ne comprend pas les remboursements du crédit d'impôt recherche.

Tableau de variations des capitaux propres consolidés

(en milliers d'euros, sauf la valeur nominale, exprimée en euros)	Capital social		Capital social	Primes d'émission et de fusion	Actions propres	Ecart de conversion	Réserves et résultats consolidés	Capitaux propres
	Nombre d'actions	Valeur nominale						
Capitaux propres au 1 ^{er} janvier 2010	28 495 514	0,97	27 641	1 033	(1 439)	(8 585)	6 039	24 689
Résultat net							12 009	12 009
Autres éléments du résultat global						(366)	527	161
Resultat global						(366)	12 536	12 170
Exercice d'options de souscription d'actions	3 200	0,97	3	5				8
Valorisation des options de souscription d'actions							137	137
Vente (achat) par la société de ses propres actions					652			652
Profits (pertes) réalisés par la société sur ses propres actions							(155)	(155)
Capitaux propres au 30 septembre 2010	28 498 714	0,97	27 644	1 038	(787)	(8 951)	18 556	37 500
Capitaux propres au 1 ^{er} janvier 2010	28 495 514	0,97	27 641	1 033	(1 439)	(8 585)	6 039	24 689
Résultat net							15 647	15 647
Autres éléments du résultat global						(292)	682	390
Resultat global						(292)	16 329	16 037
Exercice d'options de souscription d'actions	3 500	0,97	3	5				9
Valorisation des options de souscription d'actions							193	193
Vente (achat) par la société de ses propres actions					1 053			1 053
Profits (pertes) réalisés par la société sur ses propres actions							51	51
Capitaux propres au 31 décembre 2010	28 499 014	0,97	27 644	1 039	(386)	(8 877)	22 612	42 032
Résultat net							14 617	14 617
Autres éléments du résultat global						(68)	462	394
Resultat global						(68)	15 079	15 011
Exercice d'options de souscription d'actions	404 596	0,97	392	1 449				1 841
Valorisation des options de souscription d'actions							158	158
Vente (achat) par la société de ses propres actions					(197)			(197)
Profits (pertes) réalisés par la société sur ses propres actions							259	259
Dividendes							(5 164)	(5 164)
Capitaux propres au 30 septembre 2011	28 903 610	0,97	28 037	2 487	(583)	(8 945)	32 944	53 941

NOTES ANNEXES AU RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ ET LES COMPTES CONSOLIDÉS DU TROISIEME TRIMESTRE ET DES NEUF PREMIERS MOIS DE 2011

1. ACTIVITÉ DU GROUPE

Lectra, créée en 1973, cotée sur NYSE Euronext (compartiment C) depuis 1987, est leader mondial des logiciels, des équipements de CFAO et des services associés dédiés aux entreprises fortement utilisatrices de tissus, cuir et textiles techniques. Lectra s'adresse à un ensemble de grands marchés mondiaux tels que la mode (habillement, accessoires, chaussure), l'automobile (sièges et intérieurs de véhicules, airbags), l'ameublement, ainsi qu'une grande variété d'autres industries (l'aéronautique, l'industrie nautique, l'éolien, les équipements de protection des personnes...).

Son offre technologique, spécifique à chaque marché, permet ainsi à ses clients de créer, développer et fabriquer leurs produits (vêtements, sièges, airbags...). Pour les métiers de la mode, ses logiciels s'étendent à la gestion des collections et couvrent l'ensemble du cycle de vie des produits jusqu'à la distribution (*Product Lifecycle Management*, ou PLM). Lectra établit avec ses clients des relations à long terme, et leur propose des solutions complètes et innovantes.

Les clients du Groupe sont aussi bien de grands groupes nationaux ou internationaux que des entreprises de taille moyenne. Lectra contribue à la résolution de leurs enjeux stratégiques : réduire les coûts et améliorer la productivité, diminuer le *time-to-market*, faire face à la mondialisation, développer et sécuriser les échanges d'informations électroniques, développer la qualité, répondre à la demande de *mass customisation*, assurer la maîtrise et le développement de l'image et des marques. Le Groupe commercialise des solutions complètes associant la vente de logiciels et d'équipements à des prestations de services : maintenance technique, support, formation, conseil, vente de consommables et de pièces détachées.

Les équipements et logiciels – à l'exception de certains produits pour lesquels des partenariats stratégiques ont été conclus – sont conçus et développés par la société. Les équipements sont assemblés à partir de sous-ensembles fournis par un réseau international de sous-traitants, et testés, sur le site industriel principal de Bordeaux-Cestas (France) où est réalisé l'essentiel des activités de recherche et de développement.

Lectra s'appuie sur les compétences et l'expérience de près de 1 350 collaborateurs dans le monde regroupant des équipes de recherche, techniques et commerciales expertes, connaissant parfaitement les domaines d'activité de leurs clients.

Le Groupe dispose, depuis le milieu des années 1980, d'une implantation mondiale d'envergure. Basée en France, Lectra accompagne 23 000 clients dans plus de 100 pays à travers son réseau de 30 filiales commerciales et de services, complété par des agents et distributeurs dans certaines régions. Grâce à ce réseau unique au regard de ses concurrents, Lectra a, en 2010, réalisé en direct 92 % de son chiffre d'affaires. Ses cinq *Call Centers* internationaux de Bordeaux-Cestas (France), Madrid (Espagne), Milan (Italie), Atlanta (États-Unis) et Shanghai (Chine) couvrent l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Asie. L'ensemble de ses technologies est présenté dans son *International Advanced Technology & Conference Center* de Bordeaux-Cestas (France), pour l'Europe et les visiteurs internationaux, et ses deux *International Advanced Technology Centers* d'Atlanta (États-Unis), pour les Amériques, et Shanghai (Chine) pour l'Asie-Pacifique. Lectra offre ainsi à tous ses clients une forte proximité géographique avec près de 750 collaborateurs dans ses filiales commerciales et de services. 210 ingénieurs sont dédiés à la R&D et 160 personnes aux achats industriels, à l'assemblage et aux tests des équipements de CFAO et à la logistique.

Modèle économique

Le modèle économique du Groupe repose sur la double composante du chiffre d'affaires :

- les revenus des nouveaux systèmes (ventes de nouvelles licences de logiciels, d'équipements de CFAO et de services associés), moteur de la croissance de la société ;
- les revenus récurrents, composés d'une part des revenus des contrats récurrents (contrats d'évolution des logiciels, de maintenance des équipements de CFAO et de support en ligne), d'autre part des autres revenus statistiquement récurrents sur la base installée (ventes de pièces détachées et consommables et d'interventions ponctuelles de maintenance et de support), facteur essentiel de stabilité de l'entreprise et amortisseur en période de conjoncture économique difficile ;

et sur la génération d'un cash-flow libre supérieur au résultat net, dans l'hypothèse de l'utilisation ou de l'encaissement du crédit d'impôt recherche annuel applicable en France.

2. EXTRAIT DES RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les présents états financiers ont été préparés conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'*International Accounting Standards Board* et telles qu'adoptées par l'Union européenne, disponibles sur le site internet de la Commission européenne :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

Les comptes consolidés condensés au 30 septembre 2011 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 – Information financière intermédiaire. Ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers annuels complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe et leur annexe pour l'exercice clos le 31 décembre 2010, disponibles sur www.lectra.com.

Ils sont établis selon les mêmes règles et méthodes que celles retenues pour la préparation des comptes annuels 2010. Ils ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration du 27 octobre 2011. Ils n'ont pas fait l'objet d'un examen par les Commissaires aux comptes.

Les normes et interprétations adoptées par l'Union européenne et applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011 sont sans impact sur les comptes du Groupe :

- IAS 24 – Information relative aux parties liées ;
- Amendement à IAS 32 – Classement des émissions de droits ;
- Amendement à IFRS 1 – Exemption limitée de l'obligation de fournir des informations comparatives selon IFRS 7 pour les premiers adoptants ;
- Procédure Amélioration annuelle des IFRS 2010 ;
- IFRIC 19 – Extinction de passifs financiers avec des instruments de capitaux propres ;
- Amendement à IFRIC 14 – Paiements d'avance d'exigences de financement minimal.

Le Groupe n'a pas appliqué par anticipation de normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. Il n'attend pas d'impact significatif sur les états financiers du fait de leur adoption.

La comparabilité des comptes trimestriels, semestriels et annuels peut être affectée par la nature légèrement saisonnière des activités du Groupe qui réalise sur le quatrième trimestre un chiffre d'affaires généralement plus élevé que sur les trimestres précédents, notamment en ce qui concerne les ventes de nouvelles licences de logiciels et d'équipements de CFAO. Par ailleurs, les frais généraux sont réduits au troisième trimestre par l'effet des congés d'été en France et dans les filiales européennes. Ces deux éléments ont un effet positif sur le résultat opérationnel des trimestres concernés.

Les comparaisons mentionnées « à données comparables » sont établies à partir des chiffres 2011 traduits à cours de change 2010, comparés aux données réelles 2010.

Estimations et jugements comptables déterminants

La préparation des états financiers, conformément aux normes IFRS, nécessite de retenir certaines estimations comptables déterminantes. La Direction du Groupe est également amenée à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables du Groupe. Si ces estimations ont été réalisées dans un contexte particulièrement incertain, les caractéristiques du modèle économique du Groupe permettent d'en assurer la pertinence.

Les domaines pour lesquels les enjeux sont les plus élevés en matière de jugement, de complexité, ou ceux pour lesquels les hypothèses et les estimations sont significatives au regard des états financiers consolidés, concernent les modalités de dépréciation des écarts d'acquisition et les impôts différés. Le groupe a procédé à la revue des UGT (unités génératrices de trésorerie) et n'a pas identifié d'indicateurs de perte de valeur.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires lié à la vente de matériels est reconnu lorsque les risques et avantages significatifs liés à la propriété sont transférés à l'acquéreur.

Pour les matériels ou pour les logiciels, lorsque la société vend également l'équipement informatique sur lequel le logiciel est installé, ces conditions sont remplies lors du transfert physique du matériel tel que déterminé par les conditions de vente contractuelles.

Pour les logiciels, lorsque la société ne vend pas l'équipement informatique sur lequel le logiciel est installé, ces conditions sont généralement remplies lorsque le logiciel est installé sur l'ordinateur du client par CD-ROM ou par téléchargement.

Le chiffre d'affaires lié aux contrats d'évolution des logiciels et de services récurrents est pris en compte mensuellement tout au long de la période des contrats.

Le revenu lié à la facturation des services ne faisant pas l'objet de contrats récurrents est reconnu lors de la réalisation de la prestation ou, le cas échéant, en fonction de son avancement.

Coût des ventes

Le coût des ventes comprend tous les achats de matières premières intégrés dans les coûts de production, les mouvements de stocks, en valeur nette, tous les coûts de main-d'œuvre intégrés dans les coûts de production constituant la valeur ajoutée, les frais de distribution des équipements vendus, ainsi qu'une quote-part des amortissements des moyens de production.

Les charges et frais de personnel encourus dans le cadre des activités de service ne sont pas intégrés dans le coût des ventes mais sont constatés dans les frais commerciaux, généraux et administratifs.

Frais de recherche et développement

La faisabilité technique des logiciels et équipements développés par le Groupe n'est généralement établie qu'à l'obtention d'un prototype ou aux retours d'expérience des sites pilotes, prémices à la commercialisation. De ce fait, les critères techniques et économiques rendant obligatoire la capitalisation des frais de R&D au moment où ils surviennent ne sont pas remplis et ces derniers sont donc comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Le crédit d'impôt recherche applicable en France, ainsi que les subventions éventuelles liées à des programmes de R&D, sont présentés en déduction des dépenses de R&D.

Résultat par action

Le résultat net de base par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période, à l'exclusion du nombre moyen pondéré d'actions détenues en propre par la société.

Le résultat net dilué par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions ajusté de l'effet dilutif des options de souscription d'actions en circulation au cours de la période, à l'exclusion du nombre moyen pondéré d'actions détenues en propre par la société.

L'effet dilutif des options de souscription d'actions est calculé selon la méthode du rachat d'actions prévue par la norme IAS 33 révisée. Les fonds qui seraient recueillis à l'occasion de l'exercice des options de souscription d'actions sont supposés être affectés au rachat d'actions au cours moyen de Bourse de l'exercice. Le nombre d'actions ainsi obtenu vient en diminution du nombre total des actions résultant de l'exercice des options de souscription d'actions.

Seules les options dont le prix d'exercice est inférieur à ce cours de Bourse moyen sont prises en compte dans le calcul du nombre d'actions composant le capital potentiel.

Emprunts et dettes financières

Les emprunts et dettes financières non courants comprennent la fraction à plus d'un an :

- des emprunts bancaires portant intérêt ;
- des avances remboursables ne portant pas intérêt correspondant à des aides au financement de programmes de R&D.

Les emprunts et dettes financières courants comprennent :

- la fraction à moins d'un an des emprunts bancaires, avances remboursables et autres dettes financières ;
- les lignes de crédit de trésorerie, le cas échéant.

Lors de la comptabilisation initiale, les emprunts et dettes financières sont comptabilisés à leur juste valeur.

A la clôture, les emprunts et dettes financières sont évalués au coût amorti, basé sur la méthode du taux d'intérêt effectif, défini comme le taux permettant d'égaliser la trésorerie reçue avec l'ensemble des flux de trésorerie engendrés par le service de l'emprunt. Les intérêts financiers relatifs à l'emprunt bancaire et à l'utilisation des lignes de crédit de trésorerie sont comptabilisés en charges financières dans le compte de résultat.

Cash-flow libre

Le cash-flow libre s'obtient par l'addition des flux nets de trésorerie générés par l'activité et des flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement, déduction faite des montants consacrés à l'acquisition de sociétés, nets de la trésorerie acquise.

Secteurs opérationnels

L'information par secteur opérationnel est directement établie sur la base de la méthodologie de suivi et d'analyse des performances au sein de la société. Les secteurs opérationnels présentés dans la note 6 sont identiques à ceux figurant dans l'information communiquée régulièrement au Comité Exécutif, « principal décideur opérationnel » de la société.

Les secteurs opérationnels correspondent tout d'abord aux régions commerciales telles que leur performance est analysée par le Comité Exécutif. Il s'agit des régions Amériques, Europe, Asie-Pacifique et du reste du monde où la présence de la société concerne principalement les pays d'Afrique du Nord, l'Afrique du Sud, la Turquie, Israël et les pays du Moyen-Orient. Ces régions

exercent une activité commerciale et de services vis-à-vis de leurs clients. Elles n'exercent aucune activité industrielle ou de R&D et s'appuient sur des compétences centralisées partagées entre l'ensemble des régions pour de nombreuses fonctions : marketing, communication, logistique, achats, finances, juridique, ressources humaines, systèmes d'information... Toutes ces activités transverses figurent donc dans un secteur opérationnel complémentaire, le secteur « Siège ».

La mesure de la performance se fait sur le résultat opérationnel courant du secteur en excluant les produits et charges à caractère non récurrent et les éventuelles pertes de valeur sur actifs. Le chiffre d'affaires des régions commerciales est réalisé avec des clients externes et exclut toute facturation inter-secteurs. Les taux de marge brute utilisés pour déterminer la performance opérationnelle sont identiques pour toutes les régions. Ils sont déterminés par ligne de produits, et tiennent compte de la valeur ajoutée apportée par le Siège. Ainsi, pour les produits et prestations fournis en totalité ou en partie par le Siège, une partie de la marge brute globale consolidée est conservée dans le calcul du résultat du secteur Siège et doit permettre d'en absorber les coûts. Les frais généraux du Siège étant pour l'essentiel fixes, sa marge brute et par conséquent son résultat opérationnel dépendent donc essentiellement du volume d'activité réalisé par les régions commerciales.

3. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Au 30 septembre 2011, le périmètre de consolidation du Groupe comprend, outre Lectra SA, 25 sociétés consolidées par intégration globale.

Il n'y a pas eu de changement dans le périmètre de consolidation du Groupe au cours des neuf premiers mois de 2011.

Cinq filiales commerciales non significatives, tant en cumul qu'individuellement, ne sont pas consolidées. Au 30 septembre 2011, le montant total de leur chiffre d'affaires s'élève à € 1,5 million, la valeur totale de leur état de la situation financière à € 2,0 millions et celle de leurs dettes financières (hors Groupe) à zéro. L'essentiel de l'activité commerciale réalisée par ces filiales est facturé directement par la maison mère Lectra SA.

Les transactions avec ces parties liées correspondent principalement aux achats effectués auprès de la société mère pour leur activité locale ou aux frais et commissions facturés à la société mère pour assurer leur fonctionnement lorsqu'elles jouent un rôle d'agent. Ces transactions ne représentent pas un montant significatif en 2011.

4. COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ – VARIATIONS A DONNÉES COMPARABLES

4.1 Troisième trimestre 2011

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} juillet au 30 septembre				
	2011		2010	Variation 2011/2010	
	Réel	Acours de change 2010	Réel	Données réelles	Données comparables
Chiffre d'affaires	51 186	52 606	48 195	+6%	+9%
Coût des ventes	(15 707)	(15 892)	(13 499)	+16%	+18%
Marge brute	35 479	36 714	34 696	+2%	+6%
(en % du chiffre d'affaires)	69,3%	69,8%	72,0%	-2,7 points	-2,2 points
Frais de recherche et de développement	(2 471)	(2 471)	(2 058)	+20%	+20%
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(24 202)	(24 694)	(24 380)	-1%	+1%
Résultat opérationnel courant	8 806	9 549	8 258	+7%	+16%
(en % du chiffre d'affaires)	17,2%	18,2%	17,1%	+0,1 point	+1,1 point
Produits à caractère non récurrent	0	0	3 291	ns	ns
Résultat opérationnel	8 806	9 549	11 549	-24%	-17%
(en % du chiffre d'affaires)	17,2%	18,2%	24,0%	-6,8 points	-5,8 points
Résultat avant impôts	8 302	9 045	10 220	-19%	-11%
Impôt sur le résultat	(2 477)	na	(2 565)	-3%	na
Résultat	5 825	na	7 655	-24%	na

4.2 Neuf premiers mois de 2011

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre				
	2011		2010	Variation 2011/2010	
	Réel	Acours de change 2010	Réel	Données réelles	Données comparables
Chiffre d'affaires	153 315	156 675	140 029	+9%	+12%
Coût des ventes	(45 935)	(46 252)	(39 191)	+17%	+18%
Marge brute	107 380	110 423	100 838	+6%	+10%
(en % du chiffre d'affaires)	70,0%	70,5%	72,0%	-2,0 points	-1,5 point
Frais de recherche et de développement	(8 490)	(8 490)	(7 179)	+18%	+18%
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(77 203)	(78 092)	(77 060)	0%	+1%
Résultat opérationnel courant	21 687	23 841	16 599	+31%	+44%
(en % du chiffre d'affaires)	14,1%	15,2%	11,9%	+2,2 points	+3,3 points
Produits à caractère non récurrent	0	0	3 291	ns	ns
Résultat opérationnel	21 687	23 841	19 890	+9%	+20%
(en % du chiffre d'affaires)	14,1%	15,2%	14,2%	-0,1 point	+1,0 point
Résultat avant impôts	20 371	22 526	16 143	+26%	+40%
Impôt sur le résultat	(5 754)	na	(4 134)	+39%	na
Résultat	14 617	na	12 009	+22%	na

5. ANALYSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES – VARIATION A DONNÉES COMPARABLES

5.1 Troisième trimestre 2011

Chiffre d'affaires par région géographique

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} juillet au 30 septembre							
	2011			2010			Variation 2011/2010	
	Réel	%	A cours de change 2010	Réel	%	Données réelles	Données comparables	
Europe, dont :	25 896	51%	25 958	23 942	50%	+8%	+8%	
- France	5 124	10%	5 124	4 592	10%	+12%	+12%	
Amériques	12 254	24%	13 196	9 893	21%	+24%	+33%	
Asie - Pacifique	10 951	21%	11 323	11 550	24%	-5%	-2%	
Autres pays	2 085	4%	2 128	2 810	6%	-26%	-24%	
Total	51 186	100%	52 605	48 195	100%	+6%	+9%	

Chiffre d'affaires par ligne de produits

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} juillet au 30 septembre							
	2011			2010			Variation 2011/2010	
	Réel	%	A cours de change 2010	Réel	%	Données réelles	Données comparables	
Logiciels, dont :	13 673	27%	13 995	13 428	28%	+2%	+4%	
- nouvelles licences	6 203	12%	6 368	5 889	12%	+5%	+8%	
- contrats d'évolution logiciels	7 470	15%	7 627	7 539	16%	-1%	+1%	
Équipements de CFAO	16 291	32%	16 871	14 062	29%	+16%	+20%	
Maintenance hardware et services en ligne	8 638	17%	8 810	8 948	19%	-3%	-2%	
Pièces détachées et consommables	10 603	21%	10 904	9 768	20%	+9%	+12%	
Formation, conseil	1 838	4%	1 879	1 889	4%	-3%	-1%	
Divers	143	0%	146	100	0%	+43%	+46%	
Total	51 186	100%	52 605	48 195	100%	+6%	+9%	

Répartition du chiffre d'affaires entre les ventes de nouveaux systèmes et les revenus récurrents

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} juillet au 30 septembre							
	2011			2010			Variation 2011/2010	
	Réel	%	A cours de change 2010	Réel	%	Données réelles	Données comparables	
Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes ⁽¹⁾	24 476	48%	25 263	21 941	46%	+12%	+15%	
Revenus récurrents ⁽²⁾ , dont :	26 710	52%	27 342	26 254	54%	+2%	+4%	
- contrats récurrents	15 655	31%	15 981	16 064	33%	-3%	-1%	
- autres revenus récurrents sur la base installée	11 055	21%	11 361	10 190	21%	+8%	+11%	
Total	51 186	100%	52 605	48 195	100%	+6%	+9%	

⁽¹⁾ Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes comprend les ventes de nouvelles licences de logiciels, d'équipements de CFAO, de PC et périphériques et de services associés.

⁽²⁾ Les revenus récurrents sont de deux natures et comprennent :

- les contrats d'évolution des logiciels, de maintenance hardware et de support en ligne, renouvelables annuellement.
- le chiffre d'affaires des pièces détachées et des consommables, et d'interventions ponctuelles, réalisé sur la base installée, statistiquement récurrent.

5.2 Neuf premiers mois de 2011

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre						
	2011			2010		Variation 2011/2010	
	Réel	%	A cours de change 2010	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Europe, dont :	77 712	51%	77 654	71 282	51%	+9%	+9%
- France	16 002	10%	16 002	14 003	10%	+14%	+14%
Amériques	32 247	21%	34 233	30 142	21%	+7%	+14%
Asie - Pacifique	35 715	23%	37 096	30 369	22%	+18%	+22%
Autres pays	7 641	5%	7 692	8 236	6%	-7%	-7%
Total	153 315	100%	156 675	140 029	100%	+9%	+12%

Chiffre d'affaires par ligne de produits

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre						
	2011			2010		Variation 2011/2010	
	Réel	%	A cours de change 2010	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Logiciels, dont :	41 719	27%	42 386	40 029	29%	+4%	+6%
- nouvelles licences	19 650	13%	20 063	17 688	13%	+11%	+13%
- contrats d'évolution logiciels	22 069	14%	22 323	22 341	16%	-1%	0%
Équipements de CFAO	46 762	31%	48 560	37 672	27%	+24%	+29%
Maintenance hardware et services en ligne	25 814	17%	26 076	26 908	19%	-4%	-3%
Pièces détachées et consommables	31 956	21%	32 526	28 841	21%	+11%	+13%
Formation, conseil	6 675	4%	6 735	6 165	4%	+8%	+9%
Divers	389	0%	392	414	0%	-6%	-5%
Total	153 315	100%	156 675	140 029	100%	+9%	+12%

Répartition du chiffre d'affaires entre les ventes de nouveaux systèmes et les revenus récurrents

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre						
	2011			2010		Variation 2011/2010	
	Réel	%	A cours de change 2010	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes ⁽¹⁾	73 476	48%	75 749	61 938	44%	+19%	+22%
Revenus récurrents ⁽²⁾ , dont :	79 839	52%	80 926	78 091	56%	+2%	+4%
- contrats récurrents	46 544	30%	47 055	47 915	34%	-3%	-2%
- autres revenus récurrents sur la base installée	33 295	22%	33 871	30 176	22%	+10%	+12%
Total	153 315	100%	156 675	140 029	100%	+9%	+12%

⁽¹⁾ Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes comprend les ventes de nouvelles licences de logiciels, d'équipements de CFAO, de PC et périphériques et de services associés.

⁽²⁾ Les revenus récurrents sont de deux natures et comprennent :

- les contrats d'évolution des logiciels, de maintenance hardware et de support en ligne, renouvelables annuellement.
- le chiffre d'affaires des pièces détachées et des consommables, et d'interventions ponctuelles, réalisé sur la base installée, statistiquement récurrent.

Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes par marché sectoriel

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre						
	2011			2010		Variation 2011/2010	
	Réel	%	A cours de change 2010	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Mode (habillement, accessoires, chaussure)	39 496	54%	40 403	32 681	53%	+21%	+24%
Automobile	24 441	33%	25 607	16 268	26%	+50%	+57%
Ameublement	4 840	7%	4 832	4 977	8%	-3%	-3%
Autres industries	4 699	6%	4 907	8 011	13%	-41%	-39%
Total	73 476	100%	75 749	61 938	100%	+19%	+22%

6. INFORMATION PAR SECTEUR OPERATIONNEL

Au 30 septembre 2010	Europe	Amériques	Asie-Pacifique	Autres pays	Siège	Total
Chiffre d'affaires	71 281	30 142	30 369	8 237	0	140 029
Résultat opérationnel courant	6 225	(559)	315	873	9 745	16 599

Au 30 septembre 2011	Europe	Amériques	Asie-Pacifique	Autres pays	Siège	Total
Chiffre d'affaires	77 712	32 247	35 715	7 641	0	153 315
Résultat opérationnel courant	7 875	548	624	1 133	11 507	21 687

Le résultat opérationnel obtenu par l'addition des résultats des secteurs est identique au résultat opérationnel tel qu'il figure dans les états financiers consolidés du Groupe ; aucune réconciliation n'est donc nécessaire.

7. TABLEAU RÉSUMÉ DE LA VARIATION DE LA TRÉSORERIE

(en millions d'euros)	Trésorerie Brute	Trésorerie nette (+)	
		Dettes	Endettement net (-)
Cash-flow libre avant éléments non récurrents	13,8	0,0	13,8
Éléments non récurrents du cash-flow libre	(1,0)	0,0	(1,0)
Augmentation de capital ⁽¹⁾	1,8	0,0	1,8
Achat et vente par la société de ses propres actions ⁽²⁾	0,2	0,0	0,2
Versement de dividendes	(5,2)	0,0	(5,2)
Variation de l'endettement	(4,3)	4,3	0,0
Effet de la variation des devises – divers	(0,0)	0,0	(0,0)
Variation de la période	5,4	4,3	9,7
Situation au 31 décembre 2010	30,2	(32,6)	(2,4)
Situation au 30 septembre 2011	35,5	(28,3)	7,3
Variation de la période	5,4	4,3	9,7

(1) Résultant exclusivement de l'exercice d'options de souscription d'actions

(2) Au travers du seul contrat de liquidité confié à SG Securities (Société Générale), dans le cadre du programme de rachat d'actions autorisé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 30 avril 2010 et du 29 avril 2011.

Le cash-flow libre au 30 septembre s'élève à € 12,8 millions.

Hors effet des décaissements à caractère non récurrents (correspondant aux coûts des mesures de réorganisation mises en œuvre en fin d'année dernière et provisionnés dans les comptes 2010), le cash-flow libre s'élève à € 13,8 millions. Il résulte d'une capacité d'autofinancement de € 20,3 millions, d'investissements de € 2,1 millions et d'une augmentation du besoin en fonds de roulement de € 4,4 millions.

Les principales variations sont les suivantes :

- + € 1,6 million proviennent de l'augmentation des stocks, en raison de la forte progression du chiffre d'affaires des équipements de CFAO et des pièces détachées et consommables ;
- - € 0,6 million proviennent d'une nouvelle diminution des créances clients, malgré la progression du chiffre d'affaires ;
- - € 4,0 millions proviennent d'une hausse des dettes fournisseurs, consécutive à la forte augmentation du volume des achats de production des équipements de CFAO et de pièces détachées et consommables ;
- + € 4,0 millions proviennent du crédit d'impôt recherche du trimestre, comptabilisé mais non encaissé ;
- + € 2,5 millions proviennent du paiement, au premier trimestre, de la partie variable des salaires du Groupe et de la prime d'intéressement de la société mère Lectra SA relatifs aux résultats de l'exercice 2010.

L'augmentation totale du besoin en fonds de roulement, comprenant € 1,0 million de décaissements à caractère non récurrent, est de € 5,4 millions.

Conformément au vote de l'Assemblée Générale du 29 avril 2011, la société a distribué un dividende de € 0,18 par action au titre de l'exercice 2010, représentant un dividende global de € 5,2 millions, mis en paiement le 10 mai 2011.

8. EVOLUTION DU LITIGE EN COURS AVEC INDUYCO

Ce litige fait l'objet d'un développement détaillé dans la note 23 de l'Annexe aux comptes consolidés 2010 à laquelle il convient de se référer.

Dans son jugement du 21 octobre 2009, le tribunal arbitral avait alloué à Lectra des dommages et intérêts d'un montant global de € 26,0 millions (au 30 septembre 2011)

En juin 2005, Lectra avait engagé une procédure d'arbitrage à l'encontre d'Induyco (membre du groupe espagnol El Corte Inglés), le précédent actionnaire d'Investronica Sistemas, à la suite de l'acquisition de cette dernière. Aux termes du contrat d'acquisition signé le 2 avril 2004, les parties étaient convenues que les différends découlant de ce contrat seraient définitivement tranchés par voie d'arbitrage international à Londres, conformément aux règles de la Chambre de Commerce Internationale.

Par sa sentence rendue le 21 octobre 2009, le tribunal arbitral international avait alloué à Lectra une indemnisation globale de € 21,7 millions (plus intérêts) comprenant :

- € 15,1 millions à titre de dommages-intérêts (plus intérêts depuis le 30 juin 2005 et courant jusqu'au paiement) ;
- € 6,6 millions au titre des frais de procédure (plus intérêts depuis la décision jusqu'au paiement).

Induyco avait refusé de se conformer à cette sentence, qui s'imposait à elle en application du droit international, et engagé en Angleterre une procédure en annulation (la High Court of Justice de Londres avait entièrement débouté Induyco et lui avait refusé la possibilité de faire appel). Elle avait aussi initié des procédures en Espagne visant à empêcher Lectra d'encaisser les sommes dues.

A la suite de l'arrêt de la Cour d'Appel de Madrid du 20 septembre 2010, Lectra avait obtenu l'exécution des garanties bancaires qu'Induyco lui avait consenties et avait encaissé € 15,1 millions.

Face au refus persistant d'Induyco de payer le solde de € 10,9 millions, Lectra a engagé fin décembre 2010 une procédure d'exequatur devant le Tribunal de Première Instance de Madrid, pour faire exécuter en Espagne la sentence arbitrale rendue en octobre 2009 et encaisser les montants encore dus par Induyco.

Par sa décision rendue le 27 juin 2011, le Tribunal de Première Instance de Madrid a ordonné l'exequatur en Espagne de la sentence arbitrale. Il a donc reconnu la validité et le caractère exécutoire en Espagne de cette sentence et a rejeté l'opposition d'Induyco à la demande d'exequatur de Lectra.

Cette décision du Tribunal de Première Instance de Madrid, contre laquelle Induyco a interjeté appel (ses conclusions ont été déposées fin octobre), constitue une étape déterminante dans le règlement de ce litige. Elle renforce la volonté de la société de faire valoir fermement ses droits et de poursuivre le recouvrement de la totalité de sa créance au titre de la sentence.

La société a seulement enregistré dans ses comptes € 15,1 millions sur le montant global de dommages et intérêts de € 26,0 millions

L'encaissement des € 15,1 millions s'est traduit, dans les comptes consolidés 2010, par une diminution du montant des écarts d'acquisition de € 6,1 millions et par un produit net à caractère non récurrent de € 3,3 millions résultant d'un produit à caractère non récurrent de € 9,0 millions diminué du montant des honoraires et frais de procédures précédemment comptabilisés dans les autres actifs courants (€ 5,7 millions).

Induyco ayant fait appel de la décision du 27 juin 2011, celle-ci ne modifie pas l'enregistrement de la sentence arbitrale dans les comptes de la société : le solde (€ 10,9 millions) du montant total (€ 26,0 millions au 30 septembre 2011) des dommages et intérêts restant dû par Induyco n'a pas été enregistré dans les comptes et ne le sera que lors de son encaissement effectif.

Dans la mesure où l'intégralité des frais engagés a déjà été payée, l'exécution de la décision arbitrale se traduira par un encaissement net de trésorerie égal au solde restant dû par Induyco.

9. ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ DÉTENUES EN PROPRE

Dans le cadre du contrat de liquidité confié à SG Securities (Paris), la société a, du 1^{er} janvier au 30 septembre 2011, acheté 133 717 actions et en a vendu 177 124 aux cours moyens respectifs de € 5,70 et de € 5,39.

En conséquence, au 30 septembre 2011, elle détenait 100 333 (soit 0,3 %) de ses propres actions à un prix de revient moyen de € 5,81, entièrement détenues dans le cadre du contrat de liquidité.

10. ENDETTEMENT BANCAIRE ET LIQUIDITÉ

10.1 Crédit bancaire à moyen terme de € 48 millions

En 2007, la société a contracté un emprunt bancaire à moyen terme de € 48 millions, auprès de Société Générale et Natixis, pour le financement de l'offre publique de rachat d'actions (OPRA) portant sur 20 % du capital réalisée en mai 2007 au prix de € 6,75 par action.

Les deux premières échéances semestrielles de € 3,8 millions chacune ont été remboursées le 30 juin et le 31 décembre 2010. En complément et compte tenu de la forte amélioration de sa situation de trésorerie en 2010, la société, à sa propre initiative, a effectué un remboursement anticipé de € 10,0 millions le 31 décembre 2010. Ce remboursement volontaire se substitue aux remboursements semestriels contractuels de 2011 qui, de ce fait, sont réduits à € 0,6 million payable le 31 décembre 2011.

Parallèlement, un remboursement complémentaire de € 3,8 millions a été effectué le 30 juin 2011 en application de la clause d'*excess cash-flow* du contrat de prêt, en raison de la forte augmentation de la trésorerie disponible au 31 décembre 2010.

Le solde de l'emprunt, soit € 25,9 millions, sera remboursable en quatre échéances semestrielles à compter du 30 juin 2012 : les deux premières de € 5,3 millions (30 juin et 31 décembre 2012), la suivante de € 9,6 millions (30 juin 2013) et la dernière de € 5,8 millions (31 décembre 2013). Une nouvelle accélération contractuelle des remboursements par rapport à cet échéancier est possible, en fonction de l'augmentation de la trésorerie disponible au 31 décembre 2011.

Par ailleurs, le contrat comprend une clause de remboursement anticipé lors de l'encaissement des dommages et intérêts perçus dans le cadre de la procédure d'arbitrage à l'encontre d'Induyco. Le montant de € 15,1 millions reçu en 2010 n'a pas donné lieu à un remboursement anticipé, le seuil au-delà duquel cette clause s'exerce n'étant pas atteint compte tenu du montant total des frais et honoraires engagés par Lectra depuis le début de la procédure, ces derniers étant déduits du montant de l'indemnité perçue pour le calcul d'un éventuel remboursement. En revanche, l'encaissement du solde de € 10,8 millions des dommages et intérêts dû à Lectra par Induyco conduira à un remboursement anticipé proche de 50 % du montant reçu.

Les dates de remboursement utilisées pour remplir le tableau figurant en note 10.2 sont les dates contractuelles au plus tard sans accélération au titre des différentes clauses correspondantes du contrat.

Par ailleurs, la société s'est engagée, pendant toute la durée de l'emprunt, à respecter (*covenants*) le 31 décembre de chaque année, un premier ratio entre l'endettement financier net et les capitaux propres (*gearing*), et un second entre l'endettement financier net et l'EBITDA (*leverage*). En cas de non-respect de ces ratios, une clause du contrat de prêt prévoit le remboursement anticipé de la totalité de l'emprunt ; dans cette hypothèse, la société se rapprocherait de ses banques pour trouver un accord amiable satisfaisant.

Les ratios à respecter au 31 décembre de chaque année jusqu'au terme de l'emprunt sont les suivants :

	2011	2012
<i>Leverage</i>	< 1,7	< 1,7
<i>Gearing</i>	< 1	< 1

Le ratio entre l'endettement financier net et les capitaux propres (*gearing*) et le ratio de *leverage* étaient tous les deux de 0,1 au 31 décembre 2010. La société considère qu'elle respectera ces deux *covenants* au 31 décembre 2011.

Par ailleurs, le contrat de prêt prévoit que les banques peuvent demander le remboursement immédiat du solde de l'emprunt (clause de « changement de contrôle ») dans le cas où un ou plusieurs actionnaires de la société agissant de concert – à l'exception d'André Harari et/ou de Daniel Harari – viendraient à détenir plus de 50 % du capital et/ou des droits de vote.

Enfin, la société s'est également engagée à limiter ses investissements à € 10,0 millions par an et à subordonner le paiement des dividendes au respect du calendrier de remboursement des échéances du prêt en limitant leur montant, sous certaines conditions, à 50 % du résultat net consolidé de l'exercice concerné (si moins de 50 % du résultat net consolidé de l'exercice d'une année a été distribué la différence par rapport à 50 % pourra être distribuée au titre d'années ultérieures). Le paiement du dividende global de € 5,2 millions au titre de l'exercice 2010 a respecté cette condition.

Depuis le 1^{er} janvier 2009, cet emprunt était soumis à intérêts au taux de l'Euribor 3 mois, majoré d'une marge de 1,85 % l'an. Conformément au contrat, cette marge a été réduite à 0,95 % l'an à partir du 1^{er} janvier 2011 compte tenu du ratio de *leverage* de l'exercice 2010.

La société a couvert, dès la signature du contrat de prêt en 2007, son exposition au risque de taux sur une partie de l'emprunt en convertissant ce taux variable en taux fixe, au travers de deux contrats de *swaps* de taux (*cf. note 11*). Le taux d'intérêt effectif global après prise en compte du coût des instruments financiers de couverture et des montants couverts s'élève à 5,72 % pour les neuf premiers mois de 2011.

10.2 Emprunts et dettes financières par nature et par échéance

Au 30 septembre 2011, l'échéancier des emprunts et dettes financières se décompose comme suit :

	Court terme	Long terme		Total
	A moins de un an	De un à cinq ans	Au delà de cinq ans	
Emprunt bancaire	5 840	20 640	0	26 480
Avances remboursables ne portant pas intérêt ⁽¹⁾	496	1 302	0	1 798
Lignes de crédit de trésorerie	0	0	0	0
Total	6 336	21 942	0	28 278

(1) Les avances remboursables correspondent à des aides au financement des programmes de R&D.

10.3 Trésorerie disponible et trésorerie nette

Les lignes de crédit de trésorerie existantes au 31 décembre 2010 pour un montant total de € 14 millions sont arrivées à échéance en juin 2011. Le Groupe a décidé de ne pas les renouveler, compte tenu des excédents de trésorerie dont il dispose.

Au 30 septembre 2011, la trésorerie disponible du Groupe s'élève à € 35,5 millions. La trésorerie nette s'élève donc à € 7,3 millions (contre un endettement financier net de € 2,4 millions au 31 décembre 2010).

11. INSTRUMENTS FINANCIERS DE COUVERTURE DU RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

Comme indiqué dans la note 10, la société a couvert son exposition au risque de taux sur une partie de l'emprunt bancaire à moyen terme de € 48 millions en convertissant le taux variable de l'emprunt (Euribor 3 mois) en taux fixe, au travers de deux contrats de *swaps* de taux. La couverture du risque de taux avait été réalisée sur la base de la meilleure estimation possible du montant de l'emprunt sur les différentes périodes couvertes, compte tenu des clauses contractuelles.

Le montant nominal de ces *swaps* étant toujours inférieur au nominal de l'emprunt, ils répondent aux critères d'une opération de couverture des normes IFRS. Leur juste valeur au 30 septembre 2011 est négative de € 0,5 million. La part efficace, correspondant à la totalité de leur juste valeur, a été

entièrement comptabilisée en capitaux propres. Aucune part non efficace n'a été comptabilisée en résultat financier au cours des neuf premiers mois de 2011.

A compter du 1^{er} janvier 2011, le montant nominal des *swaps* de taux a été réduit à € 30 millions. Il a été ramené à € 18 millions le 1^{er} juillet 2011 et sera réduit à € 13 millions le 1^{er} janvier 2012 et enfin à € 5 millions le 1^{er} juillet 2012, jusqu'au 31 décembre 2012, date de l'échéance des *swaps*.

De ce fait, dans l'hypothèse théorique où le taux Euribor 3 mois serait identique à celui à la date du 21 octobre 2011 (1,59 %), le taux d'intérêt effectif global après prise en compte du coût des instruments financiers de couverture et des montants couverts s'élèverait à 4,72 % au quatrième trimestre 2011, 4,17 % au premier semestre 2012, 3,34 % au second semestre 2012, enfin 2,57 % en 2013.

12. RISQUE DE CHANGE

L'exposition aux risques et la politique de gestion des risques du Groupe demeurent inchangées par rapport au 31 décembre 2010.

Au cours des neuf premiers mois de 2011, la parité moyenne entre le dollar américain et l'euro était de \$ 1,41 / € 1.

Instrument financiers de couverture du risque de change

Les instruments financiers de couverture des risques de change comptabilisés au 30 septembre 2011 sont constitués de ventes et d'achats à terme de devises (principalement : dollar américain, dollar canadien, yen japonais, livre anglaise) d'une contre-valeur nette totale (ventes moins achats) de € 1,0 million, destinés à couvrir des positions existantes.

La société a couvert, le 5 octobre 2011, son exposition estimée au dollar américain pour le quatrième trimestre 2011 par des ventes à terme à une parité de \$ 1,33 / € 1.

13. SENSIBILITE DU MODELE ECONOMIQUE

Sensibilité du résultat opérationnel à une variation du chiffre d'affaires des nouveaux systèmes

Dans le modèle économique de la société, chaque million d'euros de chiffre d'affaires des nouveaux systèmes en plus ou en moins se traduirait par une variation de même sens du résultat opérationnel d'environ € 0,45 million.

Sensibilité du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel à une variation de la parité euro / dollar

La parité moyenne retenue pour le budget 2011 est de \$ 1,35 / € 1 (contre une parité réelle de \$ 1,32 / € 1 en 2010, et de \$ 1,41 / € 1 pour les neuf premiers mois de 2011).

La parité moyenne retenue pour le quatrième trimestre est de \$ 1,40 / € 1. Compte tenu de la part estimée du chiffre d'affaires et des dépenses réalisées en dollar ou dans des devises corrélées au dollar, une hausse moyenne du dollar par rapport à l'euro de \$ 0,05 (faisant passer la parité de \$ 1,40 / € 1 à \$ 1,35 / € 1) se traduirait par une augmentation mécanique du chiffre d'affaires du quatrième trimestre d'environ € 0,7 million et du résultat opérationnel de € 0,4 million. A l'inverse, une baisse du dollar de \$ 0,05 (portant la parité moyenne à \$ 1,45 / € 1) se traduirait par une diminution du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel des mêmes montants. Ces montants tiennent compte d'une augmentation de la part du chiffre d'affaires réalisé en dollar par rapport aux estimations de la société en début d'exercice.

Compte tenu des couvertures mises en place pour le dernier trimestre (*cf. note 12*), une parité supérieure au seuil de \$ 1,33 / € 1 n'aurait qu'un effet limité sur le résultat net, la diminution du résultat opérationnel étant alors compensée par un profit de change d'un montant équivalent.

14. CONTROLE FISCAL DE LECTRA SA

La société mère, Lectra SA, faisait l'objet depuis le mois de juin 2010 d'un contrôle fiscal portant sur les exercices 2008 et 2009 qui s'est achevé au premier trimestre 2011. Les redressements notifiés par l'administration fiscale concernent essentiellement le crédit d'impôt recherche pour un montant non significatif et intégralement provisionné au 31 décembre 2010.